

GREPACEC



CARSOC

**INSTITUT POUR LA RECONSTRUCTION DE LA SOCIÉTÉ
CONGOLAISE (IRSC)**

Projet MCCP - Mouvement Social pour le Changement de la Classe Politique

**STRATÉGIE ÉLECTORALE DE
RENOUVELLEMENT DU PERSONNEL
POLITIQUE DANS LES ASSEMBLÉES
(NATIONALE, PROVINCIALES ET LOCALES)**

Pour des majorités qualifiées des élus de qualité à tous les échelons.

Document Synthèse

= Mars 2023 =

Contenu

Brève présentation du Projet M CCP	4
Contexte de la Stratégie	5
Objectifs de la Stratégie	6
Énoncé de la stratégie	7
Activités de la stratégie	8
Conclusion	10

Contact:

Dr. Ndungo VK (Ph.D., MBA)

Directeur IRSC

dr.ndungo.vk@gmail.com

+1 514 970 8392 (Tél. - WhatsApp)

Introduction

Les élections générales (présidentielles, législatives -nationales, provinciales- et locales) programmées en République Démocratique du Congo en 2023 constituent une opportunité pour le peuple congolais d'influencer la gouvernance publique et son bien-être futur. Il lui faudra pour ce faire être capable de renouveler le personnel politique qui va diriger le pays d'une manière différente de celui qu'il aura connu jusque-là.

La présente stratégie électorale est élaborée au profit des acteurs (partis) politiques afin de leur permettre de concrétiser l'objectif de changement de la classe politique congolaise à travers ces élections à venir. Autant les partis politiques de l'opposition, qui militent toujours pour le « changement », que ceux de la majorité qui dirige le pays peuvent s'approprier cette stratégie pour renouveler leurs personnels politiques.

I. BRÈVE PRÉSENTATION DU PROJET MCCP ET IRSC

Ce document est rédigé dans le cadre du Projet MCCP - Mouvement Social pour le Changement de la Classe Politique – de l'Institut pour la Reconstruction de la Société Congolaise (IRSC).

Le Projet MCCP - Mouvement Social pour le Changement de la Classe Politique - cherche à promouvoir les conditions du renouvellement de la classe politique à travers les élections générales prévues en 2023. Ce renouvellement constitue, en effet, la condition de changement de la gouvernance étatique et de construction du bien-être du peuple congolais. Après les élections, le projet travaillera à promouvoir la transformation des mœurs et pratiques politiques des acteurs politiques (élus et non-élus)

Le Projet MCCP est l'un des trois projets d'intervention mis en œuvre par l'Institut pour la Reconstruction de la Société Congolaise (IRSC) visant à contribuer à la réingénierie de la R.D. Congo (www.changecongordc.org). Celui-ci est un programme porté conjointement par le Groupe de Recherches sur la Paix et la Construction de l'État en R.D. Congo (GREPACEC) et le Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile en R.D. Congo (CARSOC). Il remplace le Programme « Élections R.D. Congo – 2023 » de la Société Civile Congolaise (www.changecongo.org) lancé en juin 2022. Ce changement vise à tenir compte du fait que les objectifs et les activités assignés à ce dernier s'inscrivent dans un contexte et une durée qui dépassent le seul cadre de ces élections.

Les deux autres projets d'intervention visant la réingénierie de la société congolaise sont:

1. Le projet MRSC - Mouvement pour la Reconstruction de la Société Civile, en charge des actions visant à reconstruire une société civile militante pour la démocratie et la bonne gouvernance.
2. Le projet PPRN - Politiques Publiques de Reconstruction Nationale, en charge de proposer aux acteurs des stratégies générales et sectorielles adéquates de reconstruction institutionnelle et socio-économique de l'État congolais.

L'IRSC déploie également des projets de recherches qui visent la compréhension de diverses réalités courantes de la société congolaise, ainsi que celles du passé qui continuent à impacter cette dernière.

II. CONTEXTE DE LA STRATÉGIE

Les élections présidentielles, législatives (nationale et provinciales) et locales programmées en 2023 en RDC constituent une opportunité de premier choix pour renouveler le personnel politique national.

Cependant, les élections législatives et locales présentent un défi majeur pour les partis politiques qui doivent trouver des candidats en nombre suffisant à aligner dans les différents scrutins. En effet, l'estimation sommaire ci-dessous donne une idée du nombre de candidats que chaque parti politique, qui ambitionne avoir une envergure nationale, devra mobiliser :

- Pour l'assemblée nationale : 500 candidats avec deux suppléants par candidat;
- Pour les 26 assemblées provinciales : 780 candidats avec deux suppléants par candidat;
- Pour 311 conseils municipaux avec en moyenne 10 membres : 3.110 candidats avec deux suppléants par candidat
- Pour 734 conseils de secteur ou chefferie avec en moyenne 10 membres : 7340 candidats avec deux suppléants par candidat

Chaque parti politique qui voudrait avoir un candidat dans chacune des circonscriptions pour ces différents scrutins devra relever le défi de trouver environ 12.000 candidats, sans compter leurs suppléants. Par ailleurs, pour ces partis politiques, le défi ne sera pas seulement de trouver les nombreux candidats, mais aussi et surtout de trouver des candidats de qualité en termes de mœurs et pratiques politiques (dans leurs vies actuelles et après leur élection). Il y a donc risque que, pour remplir leurs listes, les partis recrutent n'importe quel candidat disponible, avec des conséquences néfastes sur la qualité des élus dans les prochaines assemblées.

La présente stratégie électorale propose des actions concrètes pour relever ces défis de sélection des candidats en nombre et en qualité. Elle élabore également des processus innovants susceptibles d'accroître leurs chances de victoire aux urnes ainsi que leur participation efficace à la campagne de fond sur terrain du candidat à la présidence de la république présenté par leur parti politique.

Il s'agit, pour ainsi dire, d'une stratégie intégrée qui ne considère pas chaque scrutin séparément. Les trois scrutins législatifs (national, provincial et local), en plus du scrutin présidentiel, sont intégrés stratégiquement comme s'il s'agissait d'un seul scrutin, de telle sorte que chaque activité de la stratégie s'applique et bénéficie de manière holistique et simultanée aux trois scrutins législatifs et au scrutin présidentiel dans chaque circonscription électorale.

III. OBJECTIFS DE LA STRATÉGIE

L'objectif principal de la stratégie est le renouvellement du personnel politique dans les assemblées nationale, provinciales et locales; qui constituent les pouvoirs législatifs et de contrôle du pouvoir exécutif à chacun de ces échelons.

Les objectifs spécifiques sont :

1. Sélectionner des candidats de qualité au sein et par les membres des communautés à la base;
2. Faire élire des candidats de proximité de qualité qui seront redevables à leurs communautés dans leurs actions politiques;
3. Conquérir des majorités qualifiées des élus de qualité dans les assemblées respectives;
4. Transformer les mœurs et pratiques politiques dans ces assemblées grâce aux nouveaux élus de qualité.

IV. ÉNONCÉ DE LA STRATÉGIE

La présente stratégie s'inscrit dans une démarche de renouvellement de l'élite politique congolaise à tous les niveaux (national, provincial et local). Cette stratégie ne menace nullement les élites politiques actuelles qui sont de qualité aux yeux des électeurs, les seuls à en juger dans l'isoloir. En d'autres termes, la quête du changement de la classe politique n'implique pas de faire échec aux candidatures de « tous » les acteurs politiques actuels.

La stratégie encourage néanmoins chaque parti politique qui l'adopte d'aligner sur les listes électorales le moins possible des candidats qui n'auront pas été désignés par leurs communautés en premier lieu. Ceci signifie que la direction du parti devra éviter de parachuter ou d'imposer des candidats dans des circonscriptions électorales mais plutôt, à la limite, de les y faire désigner dans un processus ouvert aux membres des communautés locales. En bref, il s'agirait de passer par les primaires, soit au premier degré (participation de tous les membres des communautés dans la circonscription électorale), soit au second degré (participation des grands électeurs dans la circonscription électorale) pour désigner des candidats et leurs suppléants dans chaque circonscription électorale.

Cette nouvelle dynamique de sélection des candidats sera expliquée aux populations comme une stratégie visant le changement de la classe politique actuelle par des nouvelles personnes désignées par les communautés elles-mêmes et à qui ils devront désormais rendre compte plutôt qu'aux directions des partis politiques dont les intérêts sont éloignés des leurs. Une campagne bien organisée sur ce thème produira une adhésion massive de ces populations qui se sentiront valorisées.

La désignation conjointe et simultanée de tous les candidats aux différents scrutins et leurs suppléants se fera par un système de positionnement préférentiel suivant le nombre des voix obtenues dans l'ordre que voici : candidats au législatif national, candidats au législatif provincial, candidats au législatif local, suppléants nationaux, suppléants provinciaux et suppléants locaux. Les candidatures à soumettre aux primaires pourraient être illimitées pour éviter l'exclusion et les frustrations. Alternativement, il serait aussi possible de les limiter au nombre des postes électifs disponibles dans la circonscription.

Cette dernière option appelle néanmoins une première sélection avant les primaires, ce qui peut être source des frustrations. Quoi qu'il en soit, le classement préférentiel devra, en nombre total des candidats désignés, couvrir le nombre total des postes électifs et de suppléance dans chaque circonscription.

Une fois tous les candidats et leurs suppléants aux différents scrutins désignés lors des primaires pour un parti politique donné, ceux-ci constitueront une équipe dont les membres devront travailler ensemble dans leur circonscription pour se faire élire mutuellement. En même temps, cette équipe constituera le socle de la campagne de fond du parti sur terrain dans la circonscription électorale en expliquant minutieusement le programme du parti et en faisant le marketing politique du candidat de ce dernier aux élections présidentielles. Les membres des équipes constituées dans des circonscriptions respectives bénéficieront du renforcement de leurs capacités sur différents aspects avec le soutien de leur parti politique. La force du travail d'équipe mettra à mal toutes les autres candidatures individuelles et isolées des concurrents.

V. ACTIVITÉS DE LA STRATÉGIE

La stratégie électorale énoncée ci-dessus comprend un certain nombre d'activités à mettre en œuvre pour assurer l'atteinte de ses objectifs. Les principales activités sont les suivantes :

- Renforcer le désir des communautés locales de renouveler la classe politique;
- Sélection des candidats;
- Formation des candidats;
- Accompagnement et encadrement des candidats sur le terrain;
- Surveillance des votes et compilation parallèle des résultats;

1. Renforcer le désir des communautés locales de renouveler la classe politique

Il existe au sein de la population congolaise une grande soif de changement de la gouvernance étatique et de la classe politique, telle que manifestée avant et à travers les

élections de 2018. Cette soif est encore aujourd'hui exprimée avec la même intensité par cette population.

Les acteurs ou partis politiques qui adoptent la présente stratégie électorale devront travailler à renforcer et généraliser ce désir des populations à renouveler le personnel politique au niveau national, provincial et local. Des campagnes communicationnelles adéquates constituent des activités appropriées à cet effet. Des messages à ce propos devraient être communiqués très tôt avec insistance avant la période électorale dans le cadre des activités de routine d'implantation sur terrain des activités du parti.

Pour ancrer ces messages et générer une dynamique de revendications du changement de la classe politique au sein de l'électorat dans les communautés, il sera primordial d'impliquer les acteurs locaux significatifs (religieux, enseignants, commerçants, dirigeants d'ONG, ...) en les sensibilisant pour qu'ils assimilent d'abord les messages et qu'ils en deviennent ensuite les véritables porte-paroles auprès de leurs bases.

2. Sélection des candidats

L'originalité de la méthode de sélection des candidats à tous les scrutins consistant en leur désignation par les communautés parmi leurs membres (sinon avalisés par elles quand bien même ils auront été désignés par la direction du parti), comme moyen de forcer le changement de la classe politique, sera le message principal qui constituera l'aboutissement de la campagne susmentionnée.

Le processus de sélection des candidats a déjà été annoncé plus haut dans l'énoncé de la stratégie (IV).

Une fois les candidats et leurs suppléants retenus, ceux-ci devront travailler dans leurs circonscriptions électorales respectives pour faire campagne au nom et pour le groupe qu'ils forment, afin de convaincre les populations à la base de les voter tous comme une équipe qui leur sera redevable collectivement et individuellement, et dont chacun des membres défendra leurs intérêts à l'échelon du pouvoir où il les représentera.

3. Formation des candidats

Une fois le processus de sélection achevé, le parti devra déployer au profit des candidats retenus et leurs suppléants des formations ci-après qui constituent le gage de leur efficacité sur le chemin de la victoire aux urnes :

- a. Formation sur le travail d'équipe
- b. Formation sur la mobilisation des ressources
- c. Formation en communication et le marketing politique
- d. Formation sur le programme électoral du parti et du candidat président de la République
- e. Formation sur la campagne électorale
- f. Formation sur comment faire sortir les votes le jour des élections
- g. Formation sur la surveillance électorale et la compilation des résultats

4. Accompagnement et encadrement des candidats sur le terrain

Après leur sélection et formation, les équipes de candidats et leurs suppléants devront bénéficier d'un encadrement adéquat et serré du parti jusqu'à la fin de la période électorale. A travers une cellule spécifique créée à cet effet, il s'agira constamment d'écouter leurs doléances et y répondre efficacement, de les suivre et les encourager à demeurer fidèle au parti (éviter qu'ils ne se fassent recruter par des adversaires), d'encadrer leurs messages pour qu'ils ne contredisent pas le programme électoral du parti, etc.

5. Surveillance des votes et compilation parallèle des résultats

Un autre aspect important de la présente stratégie électorale consiste à préserver l'intégrité des votes et des résultats. Le parti, en collaboration avec ses équipes de candidats dans les différentes circonscriptions respectives, devra concevoir en avance et mettre en œuvre le cas échéant des mécanismes pertinents et efficaces pour ce faire.

VI. CONCLUSION

La stratégie électorale présentée dans ce document est originale, d'abord, par son mode de sélection des candidats aux différents scrutins législatifs (national, provincial et locaux) qui implique les communautés d'électeurs. Ensuite, par le mode d'action des candidats sélectionnés qui doivent travailler pour se faire élire conjointement et de manière solidaire. Enfin, par l'apport du travail d'équipe sur terrain de ces candidats à l'élection du candidat président de la République de leur parti à travers une communication efficace de l'offre (programme) politique, économique et sociale de ce dernier.

Quiconque adoptera cette stratégie pourrait s'assurer de remporter des victoires significatives aux élections générales programmées en 2023 et favoriser par le fait même la transformation positive après celles-ci du paysage, mœurs et pratiques politiques congolais à travers le renouvellement de sa classe politique par des élus de qualité.